

SYNTHÈSE DE LA DISCUSSION DU FSN FORUM NO.30
**UN AUTRE REGARD SUR LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET
DE NUTRITION**
DU 2 FÉVRIER AU 24 MARS 2009

Compte rendu disponible à :
http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/PROCEEDINGS_LookingThingsDifferently.doc

I. POINTS SOULEVÉS

Dans le contexte actuel de crise financière internationale et de récession, Andrew MacMillan a invité les participants à faire part de leurs idées et de leurs expériences à propos d'approches et de points de vue nouveaux concernant les questions de sécurité alimentaire et de nutrition (SAN). Il leur a en particulier suggéré d'identifier des opportunités gagnant-gagnant d'investissement dans la lutte contre la faim et la malnutrition, par exemple investissement dans l'expansion agricole ou création de programmes de protection sociale.

Il a également invité les membres à commenter le projet de proposition de Convention internationale sur l'éradication de la faim et de la malnutrition sévère (http://km.fao.org/fsn/resources/fsn-viewresdet/en/?no_cache=1&r=708).

Autres points soulevés pendant la discussion : le PIB demeure la principale mesure de la croissance économique, mais il est inadéquat en termes de SAN, en particulier pour rendre compte de la gestion des ressources naturelles et de la distribution des revenus. Le PIB ne mesure que le produit final et ignore les ressources (renouvelables et non renouvelables) utilisées pour l'atteindre. Il tend aussi à détourner l'attention de la question cruciale de la distribution des revenus, étroitement corrélée à l'aptitude à accéder à une nourriture adéquate.

II. SUGGESTIONS DE POINTS DE VUE ET D'APPROCHES DE LA SAN

- **Renforcement des approches multisectorielles et pluridisciplinaires :**

- **Faire tomber les barrières entre disciplines** : chacun a tendance à se cantonner à sa propre discipline et à ses propres normes et donc à se montrer moins ouvert aux alternatives et moins créatif dans la recherche de solutions. Cette attitude fait obstacle à un engagement pluridisciplinaire et réel auprès des populations pauvres et affamées. (J. Opio-Odongo)
- **Création d'équipes multisectorielles performantes regroupant différents profils/disciplines/niveaux** : combiner quatre profils dominants, concrètement (1) des **intégrateurs**, capable de différencier les situations dans le monde et d'en intégrer les éléments de manière créative ; (2) **des personnes capables d'identifier les problèmes** pour en définir la nature ; (3) **des personnes capables de résoudre les problèmes** une fois que d'autres les ont clairement définis et (4) **des techniciens**, pour appliquer avec rigueur un ensemble de solutions à un problème prédéterminé. (J. Opio-Odongo) La combinaison de personnes de différentes disciplines ou de différents niveaux pourrait faire naître des idées neuves sur les problèmes et leurs solutions. (E. F. Ismail, J. Balié) Il faudrait que les équipes soient dotées d'une **vision et d'un leadership forts** : les intégrateurs seront capables d'assurer ce leadership, dont les autres catégories ont besoin pour fonctionner efficacement dans le cadre d'approches multisectorielles et pluridisciplinaires. (J. Opio-Odongo)
- **Lancer des ponts et créer des partenariats**, non seulement entre individus (niveau équipe/programme), mais aussi entre institutions (par exemple, entre les ministères gérant différents aspects de la SAN). (A. MacMillan)

- **Ne pas séparer la sécurité alimentaire de la gestion durable des ressources naturelles.** Un système économique basé sur la croissance et mesuré uniquement à l'aide du PIB/PNB n'est pas conçu pour prôner la sécurité alimentaire ou la gestion durable des ressources naturelles. Il est donc souhaitable : (C. Dufour)
 - **de travailler avec des économistes** au développement et à l'usage de modèles et d'indicateurs de « progrès » économique tenant compte de l'aspect environnemental dont sont responsables les gouvernements, les organisations internationales et les entreprises privées ;
 - de joindre ses forces au **lobby de l'environnement** ;
 - d'appliquer une « approche sur deux fronts revitalisée » comprenant une gestion améliorée des ressources naturelles pour augmenter la production et la productivité (proposition de Marc Cohen *et al*, dans le document IFPRI/FAO « Impact of climate change on nutrition ») (voir la section Références).
- Nouer des alliances avec des spécialistes/militants de différentes disciplines, dont des militants politiques, afin d'améliorer la participation et l'engagement de la classe politique à l'éradication de la faim. (P. C. Wasti)
- **Donner l'occasion aux pauvres/communautés de trouver eux-mêmes les solutions :**
 - **Adopter une approche cellulaire de la faim dans le monde** : au lieu de se concentrer sur ce qu'il est possible de faire au niveau international, il faudrait prêter davantage attention aux petites unités (nations, États, provinces, villes et communautés, etc.). L'application des approches actuelles au niveau local peut, à long terme, améliorer la capacité locale à s'occuper des pauvres. (G. Kent) Les remèdes communautaires peuvent s'avérer plus efficaces, car les victimes de la faim sont davantage motivées à l'éradiquer que les puissants.
 - Les communautés et les individus doivent se prendre en charge pour avancer. Si les filets de sécurité et autres programmes doivent éviter de créer la dépendance, ils sont cruciaux pour que les personnes et les communautés qui avancent puissent continuer à le faire. (K. Gallagher)
 - Combiner « systèmes d'alerte » et personnes chargées de tirer le signal d'alarme au niveau des villages. Il est important pour le travail de développement de s'apercevoir des changements que subissent les régions rurales le plus tôt possible afin d'intervenir de manière négative ou positive. Si les communautés sont conscientes de ces changements et de leurs conséquences, elles pourront chercher leurs propres solutions. (J. du Guerny)
 - Assurer les moyens d'existence des populations : (1) renforcer la culture et les croyances traditionnelles qui contribuent à l'harmonie de la communauté, au développement communautaire et à la gestion des ressources naturelles (2) réfléchir attentivement aux impacts d'un nouveau moyen d'existence potentiel sur les métiers traditionnels et la chaîne alimentaire existante et (3) utiliser le concept de développement des moyens d'existence « mandala à 9 cases » du DFID (<http://www.poverty-wellbeing.net/media/sla/img/mod2-2-full.png>). (G. Swamy)
- Profiter au maximum du capital de talents potentiels des zones rurales, qui a été largement ignoré :
 - Adaptation des fermes-écoles, des Life Schools et des approches PI, ainsi que des Junior Field and Farmer Schools, afin qu'elles enseignent aux enfants à exploiter leur

environnement au maximum en mêlant les systèmes environnementaux/agricoles aux connaissances locales et scientifiques. (J. du Guerny)

- Utilisation des talents divers des personnes chargées de l'assistance technique et des communautés qui en bénéficient. Cela ne signifie pas seulement participation, mais aussi intégration des âges, des genres, des groupes sociaux, etc., pour arriver éventuellement à la responsabilisation. (J. du Guerny).
- **Mobilisation de partenaires de développement non traditionnels** (par exemple, travail avec les grands-mères sur la nutrition des enfants) (J. Appleton, V. Sethi, J. du Guerny). Une approche système pourrait permettre d'inclure des informateurs clés (par exemple, panel comme dans certaines enquêtes d'opinion). (J du Guerny)
- **Utilisation de la crise pour introduire des changements** : quand l'inévitabilité du changement est acceptée, il est plus facile à mettre en place. (J. Verceuil)
- S'attaquer à la SAN du point de vue des droits de l'homme/du droit de propriété/du droit à l'alimentation (J. Verceuil)
- **Ce que l'on pourrait faire différemment pour améliorer l'assistance aux politiques en matière de SAN : (J. Balié)**
 - **Mieux formater le processus d'assistance aux politiques en l'alignant sur le contexte des politiques nationales.** Le travail d'assistance aux politiques devrait commencer avant d'apporter l'aide, afin de bien comprendre et de saisir le contexte des politiques et des institutions. Il consisterait alors à observer et à évaluer l'élaboration des politiques à l'échelon national avec, entre autre, identification des acteurs et des institutions clés impliqués dans la sécurité alimentaire, évaluation de la politique et du débat institutionnel et dynamique entre les institutions par rapport à une question de politique spécifique. Il conviendrait d'investir des ressources avant l'intervention afin de repérer et de prendre en compte des faits et des facteurs qui auraient pu passer inaperçus et devenir des éléments de blocage potentiel du processus des politiques.
 - **Améliorer l'analyse de la sécurité alimentaire en ajoutant à ses cadres analytiques des dimensions institutionnelles et de gouvernance,** en particulier le cadre de l'approche sur deux fronts. Cela aidera à mieux décrire la manière dont les décisions de politiques affectant la sécurité alimentaire sont prises, appliquées et suivies dans la réalité.
 - **Mieux adapter le profil des personnes qui dispensent l'assistance** en créant une équipe pluridisciplinaire bien pensée couvrant un large éventail de compétences relationnelles, techniques et analytiques.
- **Commercialisation des institutions mandatées pour lutter contre la faim** : ni la FAO, ni d'autres organisations, ne peuvent, seules ou collectivement, fournir toutes les ressources requises pour faire monter les services agricoles en puissance dans les pays en développement sans institutions paraétatiques fortes dotées de la vision et des capacités requises pour atteindre les objectifs. Est-ce que l'éclatement envisagé de la FAO en organismes/sociétés à but lucratif dynamisera la production/productivité agricole internationale ? (Simplement en signant des contrats ou des accords avec des pays/institutions/agriculteurs sur une base convenue de profits et de pertes, afin d'éliminer ou de réduire les influences politiques et les interventions contraires aux intérêts des agriculteurs). (E. F. Ismail)
- Accorder davantage de poids à l'indicateur de développement humain (IDH) et à d'autres indicateurs qu'au PIB pour mesurer la croissance. L'IDH focalise l'attention sur l'état « réel »

du développement d'un pays. Un indicateur révisé comprenant un indicateur de sécurité alimentaire et de nutrition a été proposé. (A. MacMillan, A. A. Gallegos)

- Concernant la Convention internationale sur l'éradication de la faim et de la malnutrition sévère (proposée par A. MacMillan), il est utile d'avoir une vue d'ensemble critique des raisons des échecs systématiques de tentatives similaires dans le passé. Il sera utile de trouver les éléments à adopter absolument dans ce nouveau programme pour qu'il atteigne ses objectifs. (E. Mutandwa)

III. OPPORTUNITÉS GAGNANT-GAGNANT POTENTIELLES ET EXEMPLES D'APPROCHES INNOVANTES

- Opportunités gagnant-gagnant potentielles des investissements dans la réduction de la faim et de la malnutrition
 - **Opportunités pour les îles Samoa américaines** : le besoin en denrées alimentaires de la population peut être traduit en élargissement de la demande locale pour les producteurs à petite échelle, ce qui générera à son tour davantage d'opportunités d'emploi. Concrètement, il est possible de fournir des moyens d'existence/emplois aux populations locales en **réduisant les importations alimentaires et en favorisant la production et la transformation alimentaires à l'intention des marchés locaux**. On pourrait presque augmenter les exportations de produits alimentaires, par exemple celles d'aliments transformés à l'intention des Samoans expatriés. Cette piste d'offre pourrait être renforcée par l'**augmentation de la demande** : des programmes en faveur des pauvres, des écoles, des hôpitaux et des prisons, soutenus par les pouvoirs publics, pourraient passer des contrats avec des entreprises de production et de transformation alimentaires locales afin de leur acheter une part plus importante de leurs besoins. Les bénéficiaires des programmes « Supplemental Nutrition Assistance Program » (anciennement « Food Stamps ») ou « Special Supplemental Program for Women, Infants, and Children » (WIC) pourraient être encouragées ou contraintes à utiliser davantage de denrées alimentaires produites localement. (G. Kent)
 - Expansion des «**programmes de cantines scolaires à base de produits cultivés sur place**» : cela pourrait être une manière d'améliorer la nutrition des enfants (ainsi que la fréquentation de l'école et les résultats scolaires) et de stimuler l'expansion de la production locale d'aliments par des petits agriculteurs qui profiteraient d'une nouvelle source de demande fiable pour leurs produits. Il faut que l'idée soit traduite en réalité institutionnelle : il faut prendre des décisions importantes concernant les rôles et les responsabilités respectifs des ministères de l'Éducation, de la Santé et de l'Agriculture, mettre en place de nouvelles lignes budgétaires, définir les dispositions d'approvisionnement local décentralisé d'aliments appropriés et créer un système de suivi fiable. (A. MacMillan)
- **Exemples d'approches innovantes** :
 - Dispensaire de nutrition **Mwanamujimu (l'enfant en bonne santé) de l'université de Makerere, Ouganda** (J. Opio-Odongo) : l'équipe pluridisciplinaire de ce dispensaire élabore et applique avec succès des stratégies et des méthodes efficaces de gestion de la malnutrition infantile depuis les années 1960. Pendant les années 1980, il a également pris la tête de l'élaboration de la politique nutritionnelle du pays. Il continue à proposer de bonnes pratiques, qui ont suscité l'intérêt de la communauté internationale. Ses succès tiennent pour une grande part à un leadership visionnaire fort et à un travail d'équipe efficace. (Voir http://www.accessmylibrary.com/coms2/summary_0286-26285963_ITM)

- **Travail avec les grands-mères sur la malnutrition des enfants** (V. Sethi) : dans le district rural d'Agra de l'État d'Uttar Pradesh (Inde), les grands-mères (belles-mères) ont été identifiées comme exerçant une influence positive sur les comportements des familles. Elles ont été regroupées, formées et guidées afin d'endosser collectivement la responsabilité d'améliorer la santé des enfants en bas âge de leurs villages. Cet essai d'une durée de 4 ans n'est pas encore terminé. Le résumé du travail accompli jusqu'ici est accessible à http://km.fao.org/fsn/resources/fsn-viewresdet/en/?no_cache=1&r=700&nocache=1.

IV. ACTIONS ENVISAGÉES

- Saisir toutes les occasions de prôner l'idée fondamentale qu'il est injuste, et inutile, qu'un être humain ait faim ou souffre de malnutrition sévère.
- Convaincre l'opinion publique qu'il est possible de vraiment éradiquer la faim et la malnutrition sévère et que cela mettra fin à de nombreux décès prématurés et à de nombreuses souffrances et présentera d'énormes avantages pour l'ensemble de l'humanité.
- Faire connaître les expériences nationales et locales réussies et essayer de comprendre les raisons de leur succès.
- Collaborer avec d'autres pour gagner le soutien de plus en plus large du public à des actions des gouvernements de beaucoup plus grande ampleur en faveur de l'éradication de la faim et de la malnutrition et demander aux gouvernements et à d'autres acteurs de rendre des comptes sur les résultats.
- Continuer à lancer des passerelles entre les différentes spécialités et entre les institutions, en étant conscients du fait que nous serons sans doute plus efficaces si nous combinons nos forces et adoptons des approches plus intégrées.
- Plutôt que de consacrer beaucoup d'énergie à combattre les personnes qui proposent des solutions avec lesquelles nous ne sommes pas nécessairement d'accord, rechercher un terrain d'entente avec elles et ouvrir le dialogue afin d'arriver à des stratégies acceptables par tous.
- Passer moins de temps à parler des problèmes et s'engager à l'action pratique aux côtés d'autres personnes, même dans nos propres communautés, que nous vivons dans des pays en développement ou développés (où la faim et la malnutrition peuvent encore exister). Il pourra s'agir, par exemple, de renforcer les dispositifs locaux visant à assurer que tous les membres de la communauté bénéficient d'une alimentation saine, de signaler les craintes à propos de ceux dont ce n'est pas le cas et de prôner une action politique plus vigoureuse.

• RÉFÉRENCES (EN ANGLAIS)

IFPRI's work on food security and climate change (C. Dufour)
<http://www.ifpri.org/themes/climatechange/climatechange.asp>

Impact of climate change and bioenergy on nutrition
<http://www.ifpri.org/pubs/cp/cohen2008climate/cohenetal2008climate.pdf>

ANTI-HUNGER PROGRAMME, A twin-track approach to hunger reduction: priorities for national and international action
http://km.fao.org/fsn/resources/fsn-viewresdet/en/?no_cache=1&r=679&nocache=1

Taking into account food and nutrition dimension in the measurement and assessment of human development (A. Afonso)

http://km.fao.org/fsn/resources/fsn-viewresdet/en/?no_cache=1&r=711

Draft proposal for a Global Convention on the Eradication of Hunger and Severe Malnutrition (A. MacMillan)

http://km.fao.org/fsn/resources/fsn-viewresdet/en/?no_cache=1&r=708

Food And Nutrition Security In The United States-Affiliated Pacific Islands (G. Kent)

http://km.fao.org/fsn/resources/fsn-viewresdet/en/?no_cache=1&r=729&nocache=1

Draft essay on community-based nutrition security (G. Kent)

<http://www2.hawaii.edu/~kent/eh0090COMMUNITY.doc>

Composite Indices of Human Well-Being: Past, Present, and Future" (A. Zezza)

http://km.fao.org/fsn/resources/fsn-viewresdet/en/?no_cache=1&r=300

The State of Food Insecurity 2004, p. 32

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/007/y5650e/y5650e00.pdf>